

Un mini-sommet pour sauver Merkel

UE « Le Soir » a reconstitué les circonstances de son organisation en catastrophe

- Le mini-sommet était voulu par Angela Merkel.
- Le président du Conseil européen Donald Tusk en a refusé l'organisation.
- Jean-Claude Juncker a accepté de le faire.
- Cela ne plaît pas à tout le monde.

A lors qu'elle est sous une pression extraordinaire de son « parti frère », la CSU bavaroise, dont le patron et nouveau ministre de l'Intérieur exige un net durcissement de la politique migratoire allemande, la chancelière Angela Merkel cherche de plus en plus désespérément une « solution européenne » qui lui permette de donner satisfaction à son partenaire de coalition. Très concrètement : Horst Seehofer veut pouvoir renvoyer vers l'Italie, beaucoup plus vite que cela ne se passe actuellement, les migrants arrivant en Allemagne mais qui ont déjà déposé une demande d'asile en Italie. Quitte à refuser l'entrée sur le territoire allemand de ces migrants...

La presse allemande avait relayé depuis plusieurs jours déjà le souhait de la chancelière d'organiser un « mini-sommet » avec les principaux pays d'entrée, et cela sans attendre le sommet européen formel prévu les jeudi 28 et vendredi 29 juin prochains. C'est finalement le président de

la Commission Jean-Claude Juncker qui a convoqué une « réunion de travail » sur l'asile et la migration avec les « pays les plus concernés » par la question. Commentant la chose lors d'un bref point de presse mercredi midi, M. Juncker a dit « *ne pas aimer présider des réunions avec quelques dirigeants, mais comme d'autres se refusent à le faire...* » Une remarque surprenante de franchise, sachant que c'est au président du Conseil européen (l'assemblée des chefs d'État ou de gouvernement) qu'incombe l'organisation et l'animation des sommets. « *Non, non, ce n'est pas Donald Tusk que visait le Président* », nous a-t-on expliqué ensuite à la Commission européenne...

Le *Soir* a pu reconstituer les coulisses un peu rocambolesques de l'organisation de ce « mini-sommet », et qui en disent long sur la situation politique particulièrement confuse dans l'Union européenne. À l'origine, Angela Merkel voulait organiser elle-

même cette rencontre à Berlin, sans le président du Conseil européen Donald Tusk. Invitée de choix, pour les raisons expliquées ci-dessus, l'Italie a immédiatement fait savoir à Berlin qu'il était hors de question pour son chef de gouvernement de se rendre à Berlin comme à Canossa. La France a également soutenu que l'idée d'un sommet réduit à Berlin serait du plus mauvais effet pour d'autres États membres non invités...

clament une politique migratoire plus respectueuse des droits des personnes fuyant les violences et les persécutions, notamment en déployant des voies sûres et légales et en réalisant un meilleur partage de responsabilité à l'échelle européenne. Une délégation a été reçue par le Premier ministre. (b.)

Mercredi, deux journalistes et trois techniciens de la

La chancelière s'est dès lors tournée, selon deux sources de haut niveau qui l'ont expliqué au *Soir*, vers Donald Tusk, lui demandant d'organiser cette rencontre à Bruxelles. Le Polonais a immédiatement refusé. D'abord parce qu'« *il n'est pas correct pour le président des 28 d'organiser une rencontre avec un nombre choisi d'entre eux.* » L'observation se réfère à un incident qui avait eu lieu en 2015, lors de la crise grecque : Donald Tusk avait alors convoqué une rencontre à quatre en marge d'un Conseil européen, avec Merkel, Macron et le Premier ministre grec Tsipras. Le Premier ministre Charles Michel, dont c'était l'un des premiers sommets (comme pour Donald Tusk d'ailleurs), avait tonné son mécontentement, soutenu en cela par plusieurs autres chefs d'État ou de gouvernement vexés. Le Polonais a depuis retenu la leçon. « *Par ailleurs, pourquoi organiser un mini-sommet, alors qu'un sommet en bonne et due forme est prévu quatre jours plus tard ?* », a aussi argumenté Tusk à Merkel...

C'est ainsi que la chancelière s'est tournée vers le président de la Commission Jean-Claude Juncker, « *qui s'est empressé d'accéder à ses vœux* », nous raconte une source. Selon les premières informations répercutées par la presse, la réunion ne devait réunir au départ que les quatre « grands » (on n'y inclut plus le Royaume-Uni, Brexit oblige) que sont la France, l'Alle-

magne, l'Italie et l'Espagne. Y ont rapidement été ajoutés la Grèce et Malte, pays tout aussi « concernés », ainsi que la Bulgarie, laquelle assure la présidence tournante de l'UE, et l'Autriche, qui la reprend au 1^{er} juillet. (Cela tombe bien : le chancelier Kurz est un partisan de la ligne migratoire dure.) Mais venant aux nouvelles, les diplomates d'autres pays se sont immédiatement entendu dire que « *tout le monde est le bienvenu* ». Jean-Claude Juncker nous déclarait mercredi midi que « *Charles Michel ayant souhaité participer, il y sera bienvenu* ». Le Néerlandais Mark Rutte aurait lui aussi immédiatement communiqué que comme son homologue belge, il comptait bien ne pas y laisser son siège vide...

Commentaire d'une source proche des événements : « *On sent bien que ce sommet improvisé en catastrophe est destiné à aider la chancelière allemande dans ses tentatives de plus en plus désespérées de sauver sa coalition. Ceci dit, on peut voir les choses aussi du bon côté : cela ne sera pas inutile d'anticiper sur les débats du sommet de la semaine prochaine, afin d'avancer dans l'élaboration d'un accord européen sur la politique migratoire.* » Il n'en reste pas moins que, mercredi soir, personne ne pouvait dire avec certitude combien de chefs d'État ou de gouvernement participeraient finalement à la réunion. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

Une pétition de 65.000 signatures

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, des représentants d'Amnesty International ont déposé, mercredi, environ 65.000 signatures, embarquées dans des sacs à dos à bord d'un canot pneumatique, au cabinet du Premier ministre belge Charles Michel (ph. Belga). Les signataires ré-

d'une entrave grave et exceptionnelle à la liberté d'information. » Le Premier ministre Charles Michel a tweeté dans la soirée : « *La Belgique est un État de droit. La liberté de la presse est garantie. Le travail de maintien de l'ordre par la police doit être respecté. La clarté sera faite.* » (Ph.Db.)

RTBF ont été arrêtés par la police alors qu'ils couvraient une action de protestation au centre fermé 127 bis à Steenokkerzeel dans le Brabant flamand. Ils ont été relâchés après deux heures. Leur matériel a été confisqué puis restitué. La RTBF et l'AJP dénoncent une « *arrestation abusive* ». Jean-Pierre Jacqmin, le directeur de l'information de la RTBF, a également réagi : « *Il s'agit*

suédoise MR et N-VA pas d'accord : la politique d'asile, c'est moi !

C'est un peu l'œuf ou la poule, avec tout le respect. A savoir, qui donc, de la N-VA et du MR (en d'autres termes, le Premier ministre) a dit le premier : 1. que la politique européenne dans le domaine de l'asile et de la migration devait passer désormais par un renforcement des contrôles aux frontières de l'Union ; 2. qu'il fallait créer-multiplier les « hots spots », ou centres d'orientation et d'information, aux portes - en face - de l'Europe, sur le pourtour méditerranéen, où l'on fera le tri entre les migrants économiques et les demandeurs d'asile ; et 3. qu'il est nécessaire de réformer les accords de Dublin.

Un, deux, trois, qui est le père ?

A la N-VA, on soutient que c'est la N-VA. Mardi soir, Bart De Wever a « salué » la proposition toute chaude du président du Conseil européen Donald Tusk (lire ci-dessus), qui va précisément dans ce sens : « C'est un pas important dans la bonne direction. Il est clair que l'Europe est enfin en train de changer de position sur l'immigration ». Mieux : le leader nationaliste flamand a... appelé le gouvernement Michel à se rallier au projet de conclusions élaborées par M. Tusk lors du Conseil européen des 28 et 29 juin.

« Les responsables européens en charge de l'Asile et la Migration ont été incapables de trouver des solutions à la crise »

UN INTERLOCUTEUR LIBÉRAL

Et ça tombe bien. Car non seulement Charles Michel opère de cette façon, mais encore, c'est lui qui, il y a trois semaines exactement, à la Chambre, en pleine controverse Francken (ses tweets, sa « vaseline », ses provocations...), avait expliqué que « la ligne », c'était lui, et que la politique du gouvernement tenait en trois points, les trois points susmentionnés.

Dans la suédoise, un interlocuteur libéral insiste : « Les ministres et secrétaires d'Etat européens en charge de l'Asile et la Migration ont été incapables de trouver des solutions à la

crise, de régler les problèmes, cela dure depuis plusieurs années, les chefs de gouvernement vont s'en occuper... ». Le même renchérit : « En fait, ils sont divisés à la N-VA. Bart De Wever a dit que la proposition de Tusk était correcte, or Theo Francken soutient, lui, que les hots spots aux portes de l'Europe, cela créera un appel d'air, et qu'il faut canaliser les réfugiés vers des camps onusiens, près des zones de guerre. Une tout autre vision ». Fallait-il le préciser ? ■

DAVID COPPI